

Jugement N°135/2019/CJ/SIII/TCC

Du 14 novembre 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/392

Joseph OYEKAN

C/

Fadèle IDOHOU

OBJET

Païement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 13 juin 2019 ;

Jugement prononcé à l'audience publique du 14 novembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR

Joseph OYEKAN, agent de développement rural, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Pobè, quartier Ita odan, dans la commune Pobè, téléphone : 97 45 78 76/94 30 41 05 ;

DEFENDEUR

Fadèle IDOHOU, commerçant, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Kétou, quartier douane, commune Kétou, téléphone : 95 57 91 34 ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;
Où le demandeur en ses prétentions ;
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 26 avril 2019, Joseph OYEKAN a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou Fadèle IDOHOU pour solliciter le paiement des sommes de 4.031.850 FCFA représentant le solde de sa créance et de 1.000.000 FCFA à titre de dommages-intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, Joseph OYEKAN expose qu'il a vendu 6.861 kg de noix d'anacarde d'une valeur de 5.831.850 FCFA à Fadèle IDOHOU ;

Qu'après un paiement partiel de 1.800.000 FCFA, il reste devoir la somme de 4.031.850 FCFA ;

Que malgré la sommation de payer du 27 février 2019, il n'a pas cru devoir s'exécuter ;

Que du fait de ce comportement, il a subi de graves préjudices ;

1. Sur le paiement

Attendu que quiconque s'engage doit être contraint à honorer ses engagements en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, Fadèle IDOHOU est débiteur de Joseph OYEKAN de la somme de 4.031.850 FCFA représentant le solde du prix des noix d'anacarde qu'il a acquis auprès de celui-ci ;

Qu'en réponse à la sommation de payer la dite somme à lui adressée le 27 février 2019, il a déclaré vouloir négocier un échéancier de paiement ;

Que cependant, il n'a pas cru devoir honorer son engagement ;

Que c'est à juste titre que Joseph OYEKAN sollicite le paiement du solde de sa créance ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

Que par ailleurs, la demande de dommages intérêts n'est en rien justifiée ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

2. Sur l'exécution provisoire

Attendu que l'exécution provisoire ne peut être accordée qu'en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Que de telles circonstances ne sont pas caractérisées en l'espèce ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne Fadèle IDOHOU à payer à Joseph OYEKAN la somme de quatre millions trente un mille huit cent cinquante (4.031.850) FCFA ;

Rejette la demande de dommages-intérêts formulée par Joseph OYEKAN ;

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

Condamne Fadèle IDOHOU aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT